

Bruxelles, le 9 juin 2020
(OR. en)

8709/20

PUBLIC 45
INF 118

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - MAI 2020

Le présent document dresse la liste des actes¹ adoptés par le Conseil en mai 2020^{2 3}.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs et non législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- la référence au procès-verbal de la session du Conseil lors de laquelle l'acte a été adopté.

¹ Pour faciliter la lecture, les "titres courts" utilisés dans les ordres du jour du Conseil sont également mentionnés (en italique).

² À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

³ En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#).

S'ils ne sont pas directement disponibles, une demande d'accès à des documents peut être introduite à l'adresse suivante:

<https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/request-document/>

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN MAI 2020	
Procédure écrite achevée le 4 mai 2020	CM 2123/20
<i>Décision du Conseil et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua</i> Décision (PESC) 2020/607 du Conseil du 4 mai 2020 modifiant la décision (PESC) 2019/1720 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua JO L 119I du 4.5.2020, p. 4	6670/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/606 du Conseil du 04 mai 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) 2019/1716 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua JO L 139I du 4.5.2020, p. 1	6672/20
Avis à l'attention des personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2019/1720 du Conseil, modifiée par la décision (PESC) 2020/607 du Conseil, et par le règlement (UE) 2019/1716 du Conseil, mis en œuvre par le règlement d'exécution (UE) 2020/606 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua	6730/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 4 mai 2020	CM 2123/20
<i>Décision du Conseil concernant l'accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'Union européenne</i> Décision (PESC) 2020/610 du Conseil du 4 mai 2020 concernant l'accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'Union européenne JO L 142 du 5.5.2020, p. 5	7402/20
Procédure écrite achevée le 4 mai 2020	CM 2123/20
<i>Mesures restrictives à l'encontre de l'Iran dans le cadre de la politique de non-prolifération - notifications préalables</i> Annexe II de la décision 2010/413/PESC du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran - motifs modifiés envisagés	7450/20
Avis à l'attention de certaines personnes et entités faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision 2010/413/PESC du Conseil et par le règlement (UE) n° 267/2012 du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	7450/20

Procédure écrite achevée le 4 mai 2020	CM 2138/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 05/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7289/20
Procédure écrite achevée le 6 mai 2020	CM 2150/20
Décision du Conseil portant adoption de la position du Conseil concernant le projet de budget rectificatif n° 3 au budget général de l'Union pour 2020	7526/20
Procédure écrite achevée le 7 mai 2020	CM 2106/20
Accès du public aux documents - Avis circonstancié du Conseil de l'Union européenne dans le cadre de la plainte 1069/2019/MIG	7516/20
Procédure écrite achevée le 7 mai 2020	CM 2146/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un membre du conseil d'administration du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle pour la Grèce	7404/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 7 mai 2020	CM 2147/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un suppléant du conseil d'administration du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle pour la Grèce	7406/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 7 mai 2020	CM 2148/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un suppléant du conseil d'administration du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle pour les Pays-Bas	7386/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 7 mai 2020	CM 2160/20
<i>Décision du Conseil établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la 56^e session de la Commission d'experts pour le transport des marchandises dangereuses de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires en ce qui concerne certaines modifications apportées à l'appendice C de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires</i> Décision (UE) 2020/649 du Conseil du 7 mai 2020 établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la 56 ^e session de la Commission d'experts pour le transport des marchandises dangereuses de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires en ce qui concerne certaines modifications apportées à l'appendice C de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires JO L 153 du 15.5.2020, p. 1	6438/20

Procédure écrite achevée le 8 mai 2020	CM 2175/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 06/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7289/20
Procédure écrite achevée le 8 mai 2020	CM 2175/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 07/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7493/20
Procédure écrite achevée le 8 mai 2020	CM 2175/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 08/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7494/20
Procédure écrite achevée le 11 mai 2020	CM 2156/20
Conclusions du Conseil sur la politique du Partenariat oriental au-delà de 2020	7510/20
Procédure écrite achevée le 11 mai 2020	CM 2176/20
Règlement du Conseil établissant des mesures temporaires concernant les assemblées générales des sociétés européennes (SE) et des sociétés coopératives européennes (SEC) - Décision de demander l'approbation du Parlement européen	7648/20
Procédure écrite achevée le 11 mai 2020	CM 2189/20
<i>Décision d'exécution du Conseil autorisant la République italienne à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 285 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2020/647 du Conseil du 11 mai 2020 autorisant la République italienne à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 285 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 151 du 14.5.2020, p. 7	7439/20
Procédure écrite achevée le 13 mai 2020	CM 2178/20
<i>Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec la Nouvelle-Zélande en vue d'un accord entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande sur l'échange de données à caractère personnel entre l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et les autorités néo-zélandaises compétentes pour lutter contre les formes graves de criminalité et le terrorisme</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec la Nouvelle-Zélande en vue d'un accord entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande sur l'échange de données à caractère personnel entre l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et les autorités néo-zélandaises compétentes pour lutter contre les formes graves de criminalité et le terrorisme	7047/20 + ADD 1

Procédure écrite achevée le 14 mai 2020	CM 2206/20
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres - renouvellement</i> Décision (PESC) 2020/651 du Conseil du 14 mai 2020 modifiant la décision (PESC) 2019/797 concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres JO L 153 du 15.5.2020, p. 4	7263/20
Procédure écrite achevée le 14 mai 2020	CM 2206/20
<i>Décision du Conseil relative à la mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali)</i> Décision (PESC) 2020/652 du Conseil du 14 mai 2020 modifiant la décision 2014/219/PESC relative à la mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali) JO L 153 du 15.5.2020, p. 5	7593/20
Procédure écrite achevée le 15 mai 2020	CM 2170/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un membre titulaire du Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail, pour la Suède	7540/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 15 mai 2020	CM 2171/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un membre suppléant du Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail pour la Suède	7544/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 15 mai 2020	CM 2172/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un membre du conseil d'administration de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), pour la Suède	7546/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2165/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 09/c/01/20	7801/20

Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2200/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'AECG établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption d'une décision réglant les questions de nature administrative et organisationnelle concernant le fonctionnement du Tribunal d'appel</i> Décision (UE) 2020/678 du Conseil du 18 mai 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'AECG établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption d'une décision réglant les questions de nature administrative et organisationnelle concernant le fonctionnement du Tribunal d'appel JO L 161 du 25.5.2020, p. 1	13025/19 6964/20
Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2201/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'AECG établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption d'une décision concernant la procédure d'adoption d'interprétations conformément aux articles 8.31.3 et 8.44.3 a) de l'AECG en tant qu'annexe de ses règles de procédure</i> Décision (UE) 2020/679 du Conseil du 18 mai 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'AECG établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption d'une décision concernant la procédure d'adoption d'interprétations conformément aux articles 8.31.3 et 8.44.3 a) de l'AECG en tant qu'annexe de ses règles de procédure JO L 161 du 25.5.2020, p. 3	13028/19 6965/20

Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2202/20
<i>Décision du Conseil établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité des services et de l'investissement établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption d'un code de conduite à l'intention des membres du Tribunal, des membres du Tribunal d'appel et des médiateurs</i> Décision (UE) 2020/680 du Conseil du 18 mai 2020 établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité des services et de l'investissement établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption d'un code de conduite à l'intention des membres du Tribunal, des membres du Tribunal d'appel et des médiateurs JO L 161 du 25.5.2020, p. 5	13031/19 6966/20
Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2203/20
<i>Décision du Conseil établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité des services et de l'investissement établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption de règles en matière de médiation destinées à être utilisées par les parties au différend dans le cadre des différends relatifs aux investissements</i> Décision (UE) 2020/681 du Conseil du 18 mai 2020 établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité des services et de l'investissement établi par l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, quant à l'adoption de règles en matière de médiation destinées à être utilisées par les parties au différend dans le cadre des différends relatifs aux investissements JO L 161 du 25.5.2020, p. 7	13034/19 6967/20
Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2225/20
<i>Décision du Conseil relative à la mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia)</i>Décision (PESC) 2020/663 du Conseil du 18 mai 2020 modifiant la décision 2012/389/PESC relative à la mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia) JO L 157 du 19.5.2020, p. 1	7592/20

Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2225/20
<i>Décision du Conseil relative à une mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA)</i> Décision (PESC) 2020/664 du Conseil du 18 mai 2020 modifiant la décision (PESC) 2019/2110 relative à une mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA) JO L 157 du 19.5.2020, p. 3	7663/20
Procédure écrite achevée le 18 mai 2020	CM 2259/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne, au sein du Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation maritime internationale lors de sa 75e session et au sein du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale lors de sa 102e session, concernant l'adoption d'amendements aux règles 2, 14 et 18 et aux appendices I et VI de l'annexe VI de la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, aux parties A-1, B, B-1, B-2 à B-4 du chapitre II-1 de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, aux parties A-1 et B-1 du recueil international de règles de sécurité applicables aux navires qui utilisent des gaz ou d'autres combustibles à faible point d'éclair et à la résolution A.658 (16) concernant l'utilisation et la pose de matériaux rétroréfléchissants sur les engins de sauvetage</i> Décision (UE) 2020/721 du Conseil du 19 mai 2020 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne, au sein du Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation maritime internationale lors de sa 75e session et au sein du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale lors de sa 102e session, concernant l'adoption d'amendements aux règles 2, 14 et 18 et aux appendices I et VI de l'annexe VI de la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, aux parties A-1, B, B-1, B-2 à B-4 du chapitre II-1 de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, aux parties A-1 et B-1 du recueil international de règles de sécurité applicables aux navires qui utilisent des gaz ou d'autres combustibles à faible point d'éclair et à la résolution A.658 (16) concernant l'utilisation et la pose de matériaux rétroréfléchissants sur les engins de sauvetage JO L 171 du 2.6.2020, p. 1	6956/20
Procédure écrite achevée le 19 mai 2020	CM 2253/20
Conclusions du Conseil sur les rapports par pays du Semestre européen 2020, y compris les bilans approfondis et la mise en œuvre des recommandations par pays de 2019	7727/20

Procédure écrite achevée le 19 mai 2020	CM 2258/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union, au sein du comité pour le contrôle des navires par l'État du port créé en vertu du protocole d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'État du port, pendant la période 2020-2024</i> Décision (UE) 2020/722 du Conseil du 19 mai 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union, au sein du comité pour le contrôle des navires par l'État du port créé en vertu du protocole d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'État du port, pendant la période 2020-2024 JO L 171 du 2.6.2020, p. 4	7462/20 7465/20
Procédure écrite achevée le 19 mai 2020	CM 2245/20
<i>Règlement du Conseil portant création d'un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) engendrée par la propagation de la COVID-19</i> Règlement (UE) 2020/672 du Conseil du 19 mai 2020 portant création d'un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 159 du 20.5.2020, p. 1	7917/20
Procédure écrite achevée le 19 mai 2020	CM 2289/20
Règlement délégué (UE) .../... de la Commission du 4.5.2020 dérogeant, en ce qui concerne l'année 2020, au règlement délégué (UE) 2017/891 de la Commission en ce qui concerne le secteur des fruits et légumes, et au règlement délégué (UE) 2016/1149 de la Commission en ce qui concerne le secteur vitivinicole, en raison de la pandémie de COVID-19 - Intention de ne pas exprimer d'objections à l'égard d'un acte délégué (lettre visant à informer la Commission et le PE)	7873/20
Procédure écrite achevée le 20 mai 2020	CM 2295/20
<i>Décision du Conseil portant nouvelle prorogation de la dérogation temporaire au règlement intérieur du Conseil prévue par la décision (UE) 2020/430 et prorogée par la décision (UE) 2020/556 eu égard aux difficultés de déplacement causées dans l'Union par la pandémie de COVID-19</i> Décision (UE) 2020/702 du Conseil du 20 mai 2020 portant nouvelle prorogation de la dérogation temporaire au règlement intérieur du Conseil prévue par la décision (UE) 2020/430 et prorogée par la décision (UE) 2020/556 eu égard aux difficultés de déplacement causées dans l'Union par la pandémie de COVID-19 JO L 165 du 27.5.2020, p. 38	8059/20

Procédure écrite achevée le 20 mai 2020	CM 2275/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2017/352 afin de permettre au gestionnaire d'un port ou à l'autorité compétente de faire preuve de flexibilité en ce qui concerne la perception de redevances d'infrastructure portuaire dans le contexte de la propagation de la COVID-19</i> Règlement (UE) 2020/697 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 modifiant le règlement (UE) 2017/352 afin de permettre au gestionnaire d'un port ou à l'autorité compétente de faire preuve de flexibilité en ce qui concerne la perception de redevances d'infrastructure portuaire dans le contexte de la propagation de la COVID-19 JO L 165 du 27.5.2020, p. 7	15/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 20 mai 2020	CM 2276/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures spécifiques et temporaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et concernant la validité de certains certificats, licences et agréments et le report de certaines vérifications périodiques et formations continues dans certains domaines de la législation en matière de transports</i> Règlement (UE) 2020/698 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 établissant des mesures spécifiques et temporaires dans le contexte de la propagation de la COVID-19 relatives au renouvellement ou à la prolongation de certains certificats, licences et agréments et au report de certaines vérifications périodiques et formations continues dans certains domaines de la législation en matière de transports (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 165 du 27.5.2020, p. 10	16/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 20 mai 2020	CM 2281/20
<i>Décision du Parlement européen et du Conseil relative à l'octroi d'une assistance macrofinancière à des partenaires de l'élargissement et du voisinage dans le contexte de la pandémie de COVID-19</i> Décision (UE) 2020/701 du Parlement Européen et du Conseil du 25 mai 2020 relative à l'octroi d'une assistance macrofinancière à des partenaires de l'élargissement et du voisinage dans le contexte de la pandémie de COVID-19 JO L 165 du 27.5.2020, p. 31	11/1/20 REV 1

Procédure écrite achevée le 20 mai 2020	CM 2257/20
Approbation du Conseil concernant l'ouverture de négociations entre la Commission et la République populaire de Chine relatives à une feuille de route commune UE-Chine non contraignante en vue d'une future coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation	7616/20
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2104/20
<i>Décision du Conseil modifiant, en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Latvijas Banka, la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des banques centrales nationales</i> Décision (UE) 2020/710 du Conseil du 25 mai 2020 modifiant, en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Latvijas Banka, la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des banques centrales nationales JO L 166 du 28.5.2020, p. 3	7104/20
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2301/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté, compte tenu de la pandémie de COVID-19</i> Règlement (UE) 2020/696 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 modifiant le règlement (CE) n° 1008/2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté, compte tenu de la pandémie de COVID-19 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 165 du 27.5.2020, p. 1	13/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2302/20
<i>Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (UE) 2016/797 et la directive (UE) 2016/798 en ce qui concerne la prorogation de leur délai de transposition</i> Directive (UE) 2020/700 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 modifiant les directives (UE) 2016/797 et (UE) 2016/798 en ce qui concerne la prorogation de leurs délais de transposition (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 165 du 27.5.2020, p. 27	14/1/20 REV 1

Déclaration de la République tchèque

La République tchèque a salué la réaction rapide de la Commission européenne face à la situation extraordinaire causée par la pandémie de COVID-19 et aux besoins des États membres. La prorogation du délai de transposition du pilier technique du quatrième paquet ferroviaire est essentielle dans cette période d'incertitude et de difficultés.

Lors des négociations autour du projet de directive, la République tchèque a vivement plaidé en faveur d'un délai de transposition suffisant en vue d'achever le processus législatif nécessaire au niveau national, compte tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de COVID-19.

Dès lors, la République tchèque exprime sa profonde déception car la prorogation de quatre mois qui a été proposée ne résout pas les problèmes auxquels certains États membres sont confrontés. L'assouplissement progressif du confinement auquel on assiste actuellement fait apparaître des problèmes supplémentaires auxquels il convient de s'attaquer, et la crise n'est pas près d'être finie. Les programmes de relance économique submergeront les parlements nationaux au cours des prochains mois.

La mise en œuvre harmonisée du quatrième paquet ferroviaire est une condition sine qua non de la poursuite du développement de l'espace ferroviaire unique européen. À cet égard, une prorogation adéquate du délai de transposition garantirait la clarté juridique, rassurerait tous les acteurs du secteur ferroviaire et éviterait les problèmes qui pourraient apparaître cet automne. L'incohérence du cadre juridique à venir touchera le secteur ferroviaire principalement dans le domaine de la réception des véhicules. Les activités des autorités nationales de sécurité pourront également en pâtir, en particulier dans le domaine des certifications, de la réception des véhicules et de la formation d'experts.

La République tchèque déplore également la décision de s'aligner sur la position du Parlement européen sans engager des négociations qui pourraient être très rapides et efficaces. Une telle approche pourrait créer un précédent dangereux du point de vue institutionnel. Le Parlement européen pourrait tirer parti à l'avenir, dans d'autres dossiers, de l'attitude dont fait actuellement preuve le Conseil.

Pour ces motifs, la République tchèque s'abstient du vote sur l'adoption du projet de directive.

Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2216/20
Conclusions du Conseil sur les enseignants et les formateurs européens de demain	7624/20 + COR 1
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2229/20
Conclusions du Conseil sur la gestion des risques en matière de patrimoine culturel	7680/20
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2233/20
Conclusions du Conseil modifiant le programme de travail 2019-2022 en faveur de la culture	7681/20
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2235/20
Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil: Améliorer les perspectives des jeunes dans les zones rurales et isolées	7807/20
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2237/20
Conclusions du Conseil sur l'éducation aux médias dans un monde en constante évolution	7684/20 + COR 1
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2285/1/20 REV 1
<i>Règlement du Conseil établissant des mesures temporaires concernant les assemblées générales des sociétés européennes (SE) et des sociétés coopératives européennes (SEC)</i> Règlement (UE) 2020/699 du Conseil du 25 mai 2020 établissant des mesures temporaires concernant les assemblées générales des sociétés européennes (SE) et des sociétés coopératives européennes (SEC) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 165 du 27.5.2020, p. 25	7648/20
Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2297/20
<i>Position du Conseil concernant le PBR n° 4/2020 accompagnant la proposition de mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour venir en aide au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie et à l'Autriche</i> Décision du Conseil du 25 mai 2020 portant adoption de la position du Conseil concernant le projet de budget rectificatif n° 4 de l'Union européenne pour l'exercice 2020 JO C 178I du 28.5.2020, p. 1	7766/20

Procédure écrite achevée le 25 mai 2020	CM 2297/20
Décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour venir en aide au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie et à l'Autriche	7769/20
Procédure écrite achevée le 26 mai 2020	CM 2305/20
<i>Consultation du Conseil sur la désignation du directeur administratif par intérim du Parquet européen (EPPO)</i> Avis du Conseil sur la désignation du nouveau directeur administratif par intérim du Parquet européen	8016/20
Procédure écrite achevée le 26 mai 2020	CM 2261/20
<i>Décision modifiant la décision du Conseil du 7 juin 2016 autorisant la Commission à ouvrir des négociations en vue d'un accord global dans le domaine des transports aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), d'autre part, en ce qui concerne les matières relevant de la compétence exclusive de l'Union</i> Décision du Conseil modifiant la décision du Conseil du 7 juin 2016 autorisant la Commission à ouvrir des négociations en vue d'un accord global dans le domaine des transports aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), d'autre part, en ce qui concerne les matières relevant de la compétence exclusive de l'Union	7787/20
Procédure écrite achevée le 26 mai 2020	CM 2324/20
Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 02/2020 de la Cour des comptes européenne intitulé "L'instrument PME dans la pratique: un programme efficace et innovant face à ses défis"	7517/20
Procédure écrite achevée le 26 mai 2020	CM 2326/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et le Monténégro en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire du Monténégro</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et le Monténégro en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire du Monténégro JO L 173 du 3.6.2020, p. 1	6847/1/19 REV 1

Procédure écrite achevée le 26 mai 2020	CM 2328/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie	15581/1/18 REV 1
Procédure écrite achevée le 27 mai 2020	CM 2339/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 11/c/01/20	7959/20
Procédure écrite achevée le 27 mai 2020	CM 2325/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Biélorussie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Biélorussie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	12158/3/19 REV 3
Procédure écrite achevée le 27 mai 2020	CM 2331/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Biélorussie visant à faciliter la délivrance de visas</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Biélorussie visant à faciliter la délivrance de visas	12362/2/19 REV 2
Procédure écrite achevée le 27 mai 2020	CM 2212/20 + COR 1
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 12/c/01/20	7911/20

Procédure écrite achevée le 28 mai 2020	CM 2307/20
<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie</i> Décision (PESC) 2020/719 du Conseil du 28 mai 2020 modifiant la décision 2013/255/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie JO L 168 du 29.5.2020, p. 66	7634/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/716 du Conseil du 28 mai 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 36/2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie JO L 168 du 29.5.2020, p. 1	7637/20
Avis à l'attention des personnes et entités qui font l'objet des mesures restrictives prévues par la décision 2013/255/PESC du Conseil et par le règlement (UE) n° 36/2012 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie	7866/20 + COR 1

Procédure écrite achevée le 28 mai 2020	CM 2307/20
<i>Décision d'exécution du Conseil mettant en œuvre la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine</i> Décision d'exécution (PESC) 2020/720 du Conseil du 28 mai 2020 mettant en œuvre la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine JO L 168 du 29.5.2020, p. 126	7956/20 + ADD 1
<i>Règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre le règlement (UE) n° 224/2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation en République centrafricaine</i> Règlement d'exécution (UE) 2020/717 du Conseil du 28 mai 2020 mettant en œuvre l'article 17, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 224/2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation en République centrafricaine JO L 168 du 29.5.2020, p. 61	7957/20 + ADD 1
Procédure écrite achevée le 28 mai 2020	CM 2337/20
Conclusions du Conseil sur l'Afghanistan	8223/20
Procédure écrite achevée le 28 mai 2020	CM 2353/20
<i>Décision du Conseil portant nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée (EUNAVFOR MED IRINI)</i> Décision (PESC) 2020/718 du Conseil du 28 mai 2020 portant nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée (EUNAVFOR MED IRINI) JO L 168 du 29.5.2020, p. 64	7597/20
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2360/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole visant à amender la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique</i> Décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole visant à amender la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique	13447/19

Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2364/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie, expirant le 15 novembre 2019</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie, expirant le 15 novembre 2019	12928/19
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2361/20
<i>Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 01/2020 de la Cour des comptes européenne intitulé "Actions de l'UE dans le domaine de l'écoconception et de l'étiquetage énergétique: une contribution importante à l'efficacité énergétique, malgré des retards considérables et un non-respect de la réglementation"</i> Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 01/2020 de la Cour des comptes européenne intitulé "Actions de l'UE dans le domaine de l'écoconception et de l'étiquetage énergétique: une contribution importante à l'efficacité énergétique, malgré des retards considérables et un non-respect de la réglementation"	7944/20
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2369/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 04/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7357/20
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2369/20
Décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (EGF/2020/000 TA 2020 – Assistance technique sur l'initiative de la Commission)	7458/20

Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2370/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 09/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7968/20
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2370/20
Approbation du virement de crédits n° DEC 10/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	7969/20
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2385/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un suppléant du conseil d'administration de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	8020/20
Procédure écrite achevée le 29 mai 2020	CM 2345/20
Décision du Conseil portant remplacement d'un membre du conseil d'administration du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, pour la Suède	7922/20
